

Les assemblées ouvriers-paysans

Remy Grillault

L'expérience pouvait paraître téméraire. Il n'est pas facile pour un parti de tenir des assemblées ouvriers-paysans ayant pour but d'élaborer les grandes lignes d'un programme d'action pour la période présente, car il n'y a guère de précédents dans l'histoire du mouvement ouvrier français. En effet, la politique a presque toujours été l'affaire des spécialistes et les difficultés matérielles ne manquaient pas (délais très courts, informations souvent insuffisantes). Pourtant les premières assemblées qui se sont tenues à Airan, près de Caen ; à Clairemarais, près de Lille ; à Levallois, à Sochaux, à Mourenx, à Castres, ont été des succès. Les participants dont le nombre a en général dépassé les prévisions (il y a eu dans plusieurs assemblées jusqu'à 30 % de camarades qui n'étaient pas membres du P.S.U.) ont pu discuter sans entraves de tous les sujets qui leur tenaient à cœur. Dans la plupart des cas les débats avaient été préparés par des journées fédérales, par des travaux de commissions, et de ce fait les participants n'en sont pas restés à des discours généraux. Voici quelques impressions recueillies par des militants lors de ces assemblées.

L'assemblée ouvriers-paysans du Sud-Ouest (de Mourenx)

La commission « industrie » de l'assemblée s'est appuyée sur les expériences des travailleurs de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine, de TOTAL, des entreprises moyennes du bâtiment, des cheminots de Tarbes, de Bayonne, pour aborder les problèmes régionaux (chômage, mutations industrielles) et ceux de l'action pour le contrôle ouvrier dont les prolongements politiques apparaissent maintenant plus clairement. Les assemblées générales du personnel ont été comprises dans cette optique comme un moyen privilégié d'intervention, comme l'instrument démocratique permettant à la base de s'exprimer, et de surmonter les résistances des syndicats souvent incapables de comprendre les capacités de mobilisation qui existent dans les entreprises. En

même temps les militants présents ont insisté sur la nécessité d'un travail continu prenant en compte les « petits problèmes », les questions les plus modestes, car la prise de conscience des thèmes les plus généraux commence justement dans les découvertes qu'on fait à partir du combat quotidien. Ils ont par ailleurs constaté que dans la région le P.C.F. avait une présence moins directement politique dans les entreprises et qu'il se retranchait de plus en plus derrière la C.G.T., pour faire passer ses mots d'ordre, ce qui entraîne évidemment des difficultés dans l'action des délégués du personnel-

L'assemblée ouvriers-paysans de Franche-Comté

Les délégués étaient venus de toutes les grosses entreprises de la région, et plus particulièrement des usines Peugeot. Ils furent rejoints par des paysans engagés dans la lutte anticapitaliste et opposés dans leur syndicat à la ligne réformiste. L'assemblée pour un début était vraiment représentative des combats de classe de la Franche-Comté.

Les débats, toujours sérieux, furent consacrés pour une bonne part aux grèves et aux actions de refus des cadences aux usines Lip, Rhodiaceta, Perrin, Polyfibres. Ils se firent l'écho également de la colère grandissante des travailleurs de Peugeot (Sochaux et Vesoul) et des combats paysans les plus récents. Les participants qui ont ainsi fait œuvre politique, sont bien décidés à garder la parole.

L'assemblée ouvriers-paysans du Nord-Picardie

En abordant les luttes ouvrières l'assemblée a mis l'accent sur la question de la hiérarchie. Comme l'a dit un camarade : « Il faut écraser la

hiérarchie pour abattre le pouvoir patronal et montrer ce que sera le socialisme. » C'est dans cette perspective qu'ont été replacées la lutte sur les salaires, la lutte contre les conditions de travail et contre les cadences, la lutte pour l'embauche et l'emploi, la lutte contre la surexploitation des travailleurs immigrés et intérimaires. Les participants ont dit avec force qu'il fallait développer l'information collective et abattre les cloisons qui s'opposent à une prise de conscience plus développée.

Dans la discussion sur les problèmes paysans, il est apparu nécessaire aux militants que le parti creuse la notion de sécurité de l'emploi par rapport à la pseudo-sécurité que procure la propriété privée du sol, ce qui pose la question du contrôle de l'outil de travail. En outre, la liaison des luttes paysannes et ouvrières a été abordée sous l'angle des rapports entre producteurs paysans, coopératives et entreprises industrielles.

Après avoir étudié les luttes dans le cadre de vie, l'assemblée s'est préoccupée de la transformation du parti. Elle a critiqué l'expression extérieure du parti (ses organes de presse en particulier) en estimant qu'ouvriers et paysans n'y avaient pas encore trouvé leur place. Elle a noté également le rôle très marginal des femmes dans l'organisation malgré leur nombre et l'inadaptation des structures locales du parti aux luttes concrètes.

L'assemblée fédérale ouvriers-paysans

à Castres

Deux groupes de travail ont été constitués, lors de cette assemblée. Le premier s'est occupé des revendications ouvrières sur les lieux de production. Le second, auquel participaient les paysans, devait aborder les problèmes du cadre de vie, mais a surtout en fait abordé les problèmes des petits producteurs. La discussion a essentiellement porté sur les problèmes de rémunération. Le problème de l'information à sens unique a été soulevé. Enfin l'importance des nouvelles formes de lutte contre l'exploitation accrue a été soulignée : luttes pour la disparition des primes-sucettes et pour la réduction des cadences, qui commencent à se développer dans certaines entreprises du département.

Les petits exploitants agricoles ont expliqué leurs problèmes. La concurrence élimine chaque année nombre d'entre eux. La politique de soutien des prix avantage essentiellement les plus favorisés

comme les gros producteurs de céréales de la Beauce. Le paysan du Tarn, de la région de Réalmont, qui possède une vingtaine d'hectares, a le choix entre pratiquer l'élevage intensif, mais cela suppose beaucoup de main-d'œuvre, ou bien faire de l'extensif, mais cela exige davantage de terres qui coûtent cher. Le système capitaliste aboutit à l'élimination d'un grand nombre de producteurs appelés à devenir des ouvriers aux bas salaires.

Les tentatives des agriculteurs par delà les vieilles habitudes individualistes pour regrouper leurs efforts : agriculture de groupe, C.U.M.A. sont limitées. Elles dépendent à la fois de la pression et de l'organisation des agriculteurs, mais aussi des lois impitoyables du système capitaliste. Les coopératives ont tendance à être annexées par le capitalisme.

L'assemblée ouvriers-paysans de la région parisienne

Les militants rassemblés à Levallois ont accompli un énorme travail et ont voté des textes sur l'Etat, l'agriculture, le commerce, le cadre de vie, la fonction publique, après avoir examiné concrètement le développement des luttes. A l'issue de leurs travaux ils ont adopté une motion qui synthétise assez bien les aspirations de la plupart et qui déclare entre autres :

Nous demandons :

— Qu'un délégué de chaque assemblée régionale participe à la rédaction du texte de synthèse issu des différentes assemblées.

— Que pour la préparation du Congrès de juin 1971, le même processus soit reconduit en donnant au moins deux mois de délai de travail aux assemblées.

— Que jusqu'au prochain Conseil National, un camarade par assemblée régionale participe à *titre consultatif* aux travaux de la D.P.-N.

— Que soit mis à l'ordre du jour du Congrès, une réforme des statuts du parti qui permette progressivement aux travailleurs du parti d'en assurer la direction politique effective.

En conséquence, l'assemblée régionale de la région parisienne décide d'élire sept membres chargés de nous représenter et d'organiser la poursuite du travail engagé à l'occasion de la préparation de cette assemblée.